

FALSE INDICATIONS  
OF ORIGIN



Treaty Series No. 56 (1963)

# Agreement for the Prevention of False or Misleading Indications of Origin on Goods

Lisbon, October 31, 1958

[The Agreement was ratified by the United Kingdom on September 6, 1961 and entered into force for the United Kingdom on June 1, 1963]

*Presented to Parliament by the Secretary of State for Foreign Affairs  
by Command of Her Majesty  
July 1963*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

ONE SHILLING NET

Cmnd. 2103

**ARRANGEMENT DE MADRID CONCERNANT LA REPRESSION  
DES INDICATIONS DE PROVENANCE FAUSSES OU  
FALLACIEUSES DU 14 AVRIL 1891 REVISE A WASHINGTON  
LE 2 JUIN 1911, A LA HAYE LE 6 NOVEMBRE 1925, A  
LONDRES LE 2 JUIN 1934 ET A LISBONNE LE 31 OCTOBRE  
1958**

**ARTICLE PREMIER**

(1) Tout produit portant une indication fautive ou fallacieuse par laquelle un des pays auxquels s'applique le présent Arrangement, ou un lieu situé dans l'un d'entre eux, serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun desdits pays.

(2) La saisie sera également effectuée dans le pays où l'indication fautive ou fallacieuse de provenance aura été apposée ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette indication fautive ou fallacieuse.

(3) Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

(4) Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, et en attendant que cette législation soit modifiée en conséquence, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assure en pareil cas aux nationaux.

(5) A défaut de sanctions spéciales assurant la répression des indications fausses ou fallacieuses de provenance, les sanctions prévues par les dispositions correspondantes des lois sur les marques ou les noms commerciaux seront applicables.

**ARTICLE 2**

(1) La saisie aura lieu à la diligence de l'Administration des douanes, qui avertira immédiatement l'intéressé, personne physique ou morale, pour lui permettre de régulariser, s'il le désire, la saisie opérée conservatoirement; toutefois, le Ministère public ou toute autre autorité compétente pourra requérir la saisie, soit à la demande de la partie lésée, soit d'office; la procédure suivra alors son cours ordinaire.

(2) Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

**ARTICLE 3**

Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom ou son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente; mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise, et en caractères apparents, du pays ou du lieu de fabrication ou de production, ou d'une autre indication suffisante pour éviter toute erreur sur l'origine véritable des marchandises.

### ARTICLE 3 bis

Les pays auxquels s'applique le présent Arrangement s'engagent également à prohiber l'emploi, relativement à la vente, à l'étalage ou à l'offre des produits, de toutes indications ayant un caractère de publicité et susceptibles de tromper le public sur la provenance des produits, en les faisant figurer sur les enseignes, annonces, factures, cartes relatives aux vins, lettres ou papiers de commerce ou sur toute autre communication commerciale.

### ARTICLE 4

Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent Arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve spécifiée par cet article.

### ARTICLE 5

(1) Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 16 de la Convention générale.

(2) Les stipulations des articles 16 bis et 17 bis de la Convention générale s'appliquent au présent Arrangement.

### ARTICLE 6

(1) Le présent Acte sera ratifié et les instruments de ratification en seront déposés à Berne au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 1963. Il entrera en vigueur, entre les pays au nom desquels il aura été ratifié, un mois après cette date. Toutefois, si auparavant il était ratifié au nom de six pays au moins, il entrerait en vigueur, entre ces pays, un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifié par le Gouvernement de la Confédération suisse et, pour les<sup>1)</sup> pays au nom desquels il serait ratifié ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

(2) Les pays au nom desquels l'instrument de ratification n'aura pas été déposé dans le délai visé à l'alinéa précédent seront admis à l'adhésion, aux termes de l'article 16 de la Convention générale.

(3) Le présent Acte remplacera, dans les rapports entre les pays auxquels il s'applique, l'Arrangement conclu à Madrid le 14 avril 1891 et les Actes de révision subséquents.

(4) En ce qui concerne les pays auxquels le présent Acte ne s'applique pas, mais auxquels s'applique l'Arrangement de Madrid révisé à Londres en 1934, ce dernier restera en vigueur.

(5) De même, en ce qui concerne les pays auxquels ne s'appliquent ni le présent Acte, ni l'Arrangement de Madrid révisé à Londres, l'Arrangement de Madrid révisé à La Haye en 1925 restera en vigueur.

(6) De même, en ce qui concerne les pays auxquels ne s'appliquent ni le présent Acte, ni l'Arrangement de Madrid révisé à Londres, ni l'Arrangement de Madrid révisé à La Haye, l'Arrangement de Madrid révisé à Washington en 1911 restera en vigueur.

Fait à Lisbonne, le 31 octobre 1958.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

BERGER.

HERBERT KÜHNEMANN.

KURT HAERTEL.

Pour les Etats-Unis du Brésil:

Pour Cuba:

ad referendum.

DR. JOSE ANTONIO MAHY.

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Espagne:

ad referendum.

RAFAEL MORALES.

Pour la France:

G. FINNISS.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

STEPHEN L. HOLMES.

GORDON GRANT.

WILLIAM WALLACE.

Pour la République Populaire de Hongrie:  
ad referendum.  
PÁL RÁCZ.

Pour l'Irlande:  
J. J. LENNON.

Pour Israël:  
DR. G. KITRON.  
DR. REINHOLD COHN.  
DR. I. BEN-MEIR.

Pour l'Italie:  
TALAMO.  
GIUSEPPE MARCHEGIANO.  
MARCELLO ROSCIONI.

Pour le Japon:  
YUZO ISONO.  
SHOICHI INOUYE.

Pour le Liechtenstein:  
PLINIO BOLLA.  
HANS MORF.

Pour le Maroc:

TAHAR MEKOUAR.

Pour Monaco:

CONDE DE BOBONE.

J. M. NOTARI.

Pour la Nouvelle-Zélande:

J. W. MILES.

Pour la République Populaire de Pologne:

ZBIGNIEW MUSZYNSKI.

Pour le Portugal:

LUÍS DA CÂMARA PINTO COELHO.

AFONSO MARCHUETA.

ALEXANDRE DE LANCASTRE ARAÚJO BOBONE

JORGE VAN ZELLER GARIN.

Pour la Suède:

STURE PETRÉN.

ÅKE v. ZWEIGBERGK.

Pour la Suisse :

PLINIO BOLLA.  
HANS MORF.  
FERD. DUFOUR.  
LÉON EGGER.  
PIERRE JEAN POINTET.  
WALTER STAMM.

Pour la République Tchécoslovaque :

Pour la Turquie :

Pour le Viet-Nam :

(Translation.)

**AGREEMENT OF MADRID OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVENTION OF FALSE OR MISLEADING INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS, REVISED AT WASHINGTON ON JUNE 2, 1911, AT THE HAGUE ON NOVEMBER 6, 1925, AT LONDON ON JUNE 2, 1934, AND AT LISBON ON OCTOBER 31, 1958**

**ARTICLE 1**

(1) All goods bearing a false or misleading indication, by which one of the countries to which the present Agreement applies, or a place situated therein, shall be directly or indirectly indicated as being the country or place of origin, shall be seized on importation into any of the said countries.

(2) The seizure shall take place either in the country where the false or misleading indication of origin has been applied, or in that into which the goods bearing the false or misleading indication may have been imported.

(3) If the law of any country does not permit seizure on importation, such seizure shall be replaced by prohibition of importation.

(4) If the law of any country does not permit either seizure upon importation, or the prohibition of importation, or seizure in the interior, and pending the requisite amendment of that law, these measures shall be replaced by the remedies assured in such case by the law of such country to its nationals.

(5) In the absence of any special penalties ensuring the repression of *false or misleading indications of origin*, the penalties provided by the corresponding stipulations of the laws relating to marks or trade names shall be applicable.

**ARTICLE 2**

(1) The seizure shall be made by the Customs Authorities, who shall immediately inform the person interested, whether an individual or a body of persons corporate or unincorporate, in order that such person may, if he so desires, take appropriate steps to confirm the seizure made as a protective measure. Nevertheless, the Public Prosecutor or any other competent authority may demand the seizure either at the request of the party injured or in their official capacity; the procedure shall then follow its ordinary course.

(2) The Authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

**ARTICLE 3**

The present stipulations shall not prevent the vendor from indicating his name or address upon goods coming from a country other than that in which the sale takes place; but in such case the address or the name must be accompanied by a clear indication in legible characters of the country or place of manufacture or production, or by some other indication sufficient to avoid any error as to the true origin of the goods.



### ARTICLE 3 bis

The countries to which the present Agreement applies similarly undertake to prohibit the use in connection with the sale or exposing or offering for sale of any goods, of all indications in the nature of publicity capable of deceiving the public as to the origin of the goods, and appearing on signs, advertisements, invoices, wine lists, business letters or papers or any other commercial communication.

### ARTICLE 4

The tribunals of each country will decide what appellations, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Agreement, regional appellations concerning the origin of products of the vine being, however, not comprised in the reserve specified by this article.

### ARTICLE 5

(1) Countries belonging to the Union for the Protection of Industrial Property, which have not acceded to the present Agreement, shall be allowed to accede on their demand in the manner prescribed by Article 16 of the general Convention.

(2) The provisions of Articles 16 *bis* and 17 *bis* of the general Convention<sup>(1)</sup> are applicable to the present Agreement.

### ARTICLE 6

(1) The present Act shall be ratified and the instruments of ratification deposited at Berne not later than the 1st May, 1963. It shall come into force, between the countries in whose names it shall have been ratified, one month after that date.<sup>(2)</sup> Nevertheless, if before that date it has been ratified in the name of at least six countries, it shall come into force, between those countries, one month after the deposit of the sixth ratification has been notified to them by the Government of the Swiss Confederation, and in the case of countries in whose names it shall have been ratified at a later date, one month after the notification of each of such ratifications.

(2) The countries in whose names the instrument of ratification has not been deposited within the period contemplated by the preceding paragraph shall be entitled to adhere under the terms of Article 16 of the general Convention.

(3) The present Act shall, as regards the relations between the countries to which it applies, replace the Agreement concluded at Madrid on the 14th April, 1891,<sup>(3)</sup> and the subsequent Revisions.

(4) As regards the countries to which the present Act does not apply, but to which the Agreement of Madrid revised at London in 1934<sup>(4)</sup> applies, the latter shall remain in force.

---

(1) "Treaty Series No. 38 (1962)", Cmnd. 1715.

(2) The Agreement entered into force on June 1, 1963.

(3) "Treaty Series No. 13 (1892)", C. 6818.

(4) "Treaty Series No. 54 (1938)", Cmd. 5832.

(5) Similarly, as regards countries to which neither the present Act nor the Agreement of Madrid revised at London applies, the Agreement of Madrid revised at The Hague in 1925<sup>(5)</sup> shall remain in force.

(6) Similarly, as regards countries to which neither the present Act nor the Agreement of Madrid revised at London nor the Agreement of Madrid revised at The Hague applies, the Agreement of Madrid revised at Washington in 1911<sup>(6)</sup> shall remain in force.

Done at Lisbon, the 31st October, 1958.

[Here follow the signatures as on page 4]

#### RATIFICATIONS

	<i>Country</i>	<i>Date</i>
United Kingdom	... ..	September 6, 1961
France	... ..	March 24, 1961
German Federal Republic	... ..	July 28, 1961
Monaco	... ..	October 10, 1961
Switzerland	... ..	January 17, 1963

#### ACCESSION

Czechoslovakia	... ..	August 12, 1961
----------------	--------	-----------------

---

(5) "Treaty Series No. 15 (1928)", Cmd. 3166.

(6) "Treaty Series No. 7 (1913)", Cd. 6804.

Printed in England and published by  
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE